

Le Monde Diplomatique (avril 2012)

Etre étudiant au Vietnam

## Très chères prestations étrangères

par **Xavier Monthéard**, avril 2012

Au Vietnam, les diplômés étrangers ont le vent en poupe. « Depuis 1991, il y a eu une évolution très rapide de l'implantation de programmes non nationaux, explique M. Trinh Van Tung, vice-recteur de l'Université des sciences sociales et humaines au sein de l'Université nationale du Vietnam (UNV). *Nous souhaitons que ces programmes soient assimilés progressivement, que les professeurs de notre pays s'y forment peu à peu. On peut parler d'un transfert de technologie : celui de l'ingénierie de l'enseignement supérieur.* » Les autorités de Hanoï ont en effet cherché à moderniser et développer un système éducatif qui s'était structuré sur le modèle soviétique (lire "[Etre étudiant au Vietnam](#)") via les aides au développement d'abord, des partenariats intergouvernementaux ou interuniversitaires ensuite.

Les masters habilités par un établissement étranger sont plus onéreux que ceux délivrés par l'Université nationale du Vietnam (UNV), dont les frais de scolarité s'élèvent à 250 euros par an. La formation francophone dispensée conjointement par l'Ecole nationale supérieure d'architecture de Toulouse et l'université d'architecture de Hanoï revenait ainsi à environ 650 euros pour l'année 2010-2011 (le salaire minimum mensuel est à moins de 100 euros). Les trois masters du Centre franco-vietnamien de gestion (CFVG), eux, étaient proposés entre 6 000 et 7 000 euros. L'école n'a pas de difficultés à recruter ses trois cents étudiants annuels. « De mon point de vue, le marché de la gestion est solvable, explique M. André Schmitt, directeur du CFVG à Hanoï. *Les étudiants, ou leur famille, sont prêts à investir pour l'éducation.* » Un consensus s'est en effet établi dans l'opinion publique : si les diplômés nationaux mènent aux postes de fonctionnaire, les diplômés étrangers, eux, permettent d'accéder aux multinationales et à leurs emplois plus rémunérateurs.

De bons connaisseurs de la société vietnamienne et des exigences universitaires remettent pourtant en question cette diversification tous azimuts. « *Les sacrifices réels que font les parents pour l'éducation de leurs enfants s'appuient souvent sur des idées fausses concernant l'éducation supérieure* », estime ainsi le scientifique Pierre Darriulat, qui enseigne l'astrophysique dans son laboratoire du Vietnam Auger Training Laboratory (Vatly) de Hanoï. « *Former vraiment quelqu'un est difficile. On peut bien sûr délivrer des cours magistraux remarquables, qui passent au-dessus de la tête des étudiants tant pour le contenu que pour le niveau d'anglais, durant deux semaines, et repartir. Ce n'est pas ça, la vraie formation* (1). »

Les programmes de ces masters sont en effet mis en œuvre pour l'essentiel par des enseignants en mission courte. Envoyés par une université française, ils perçoivent une indemnité journalière (*per diem*) supérieure au salaire minimum mensuel vietnamien (!) (2) ; ils peuvent donc toucher plusieurs milliers d'euros pour une semaine intensive de cours et effectuer en un temps record une partie des 192 heures de travaux pratiques auxquelles sont astreints les enseignants-chercheurs. « *J'entends des professeurs me dire : "C'est le stress !*

*Je sors de huit heures de cours !” Et avec l’avion, le décalage horaire, la découverte de la société... Quelle est la qualité de l’enseignement dispensé, comment les formateurs sont-ils coordonnés ? Beaucoup de masters sont proposés de façon désordonnée et sans réflexion suffisante sur les thématiques et les façons de les traiter. » M. Stéphane Lagrée, responsable de la cellule francophone de l’Académie des sciences sociales du Vietnam, pose une série de questions nourries par sa longue pratique du pays d’accueil. « Que veulent les étudiants vietnamiens ? Ne transpose-t-on pas des modèles sans bien identifier leurs attentes ? Nous avons des retours d’étudiants pas très satisfaits de leurs professeurs français, par exemple. Les incohérences sont liées à un manque de connaissance du milieu et à un manque de temps pris en amont. Il y a là une grande naïveté, et une grande constance dans la répétition des erreurs. C’est le montage de projet en tant que tel qui pose problème. »*

Dans un pays pauvre comme le Vietnam, de tels masters délocalisés ne renforcent-ils pas les inégalités au prétexte de créer des formations d’excellence ? Les injonctions ministérielles françaises, par exemple, ont poussé les universités à s’internationaliser vers les pays du Sud. Chacune opère à sa façon et à discrétion. L’économiste François Roubaud, longtemps en poste à Hanoï, dit avec vigueur ce que d’autres préfèrent passer sous silence : « En tant que chercheur public, je m’interroge : comment expliquer que des universités publiques, qui parfois se plaignent de ne pouvoir augmenter les frais de scolarité en France, fassent payer la scolarité plus cher à des étudiants vietnamiens, a priori plus pauvres ? J’imagine que ce n’est pas pour faire des bénéfiques, mais comment le justifie-t-on ? Ici, il n’y a pas de résistance étudiante, c’est la loi de la jungle. » Conséquence de l’évolution des universités dans les pays du Nord, l’offre éducative qui s’impose au Vietnam n’a pas encore montré ses coûts sociaux véritables.

## **Xavier Monthéard**

(1) Le professeur Darriulat a développé ses idées sur la recherche au Vietnam notamment dans « Donner au Vietnam l’université qu’il mérite », *Études vietnamiennes*, Hanoï, 2007.

(2) Le salaire minimum vietnamien est à moins de 100 euros. A titre d’exemple, le CFVG procure un *per diem* de 100 euros par jour ; l’heure de cours est payée 120 euros.